

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE DE POLYNESIE

S.A. au capital de 1 380 000 000 XPF
R.C.S. PAPEETE : 72 44 B - LBOM N° 8
Siège social : Boulevard Pomare - Papeete (Tahiti)

I. — Bilans au 31 décembre 2024 et 2023.

Actif	REF	2024	2023
Caisse, Banques Centrales, IEOM, CCP	Note 2	9 176 952	9 822 886
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les Etablissements de crédit	Note 2	57 945 704	63 269 297
Opérations avec la clientèle	Note 3	135 203 791	139 824 791
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	Note 4	293 242	622 399
Part dans les entreprises liées		340 000	
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisation incorporelles	Note 16	552 368	489 463
Immobilisations corporelles	Note 16	2 478 546	2 541 385
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	Note 7	237 434	352 690
Comptes de régularisation	Note 7	106 987	1 123 337
Total de l'actif		206 335 024	218 046 248

Passif	REF	2024	2023
Banques centrales, IEOM, CCP		0	0
Dettes envers les Etablissements de crédit	Note 2	14 953 729	11 989 321
Opérations avec la clientèle	Note 3	175 546 320	188 923 648
Dettes représentées par un titre	Note 3		
Autres passifs	Note 7	1 063 505	1 119 947
Comptes de régularisation	Note 7	1 282 882	2 430 843
Provisions pour risques et charges	Note 5	981 620	1 357 354
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	Note 5	0	0
Capitaux propres hors FRBG	Note 6	12 506 968	12 225 135
Capital souscrit		1 380 000	1 380 000
Prime d'émission		1 347 273	1 347 273
Réserves		2 813 000	2 813 000
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subv. D'investissement	Note 5	567 905	561 844
Report à nouveau (+/-)		4 080 618	3 673 836
Résultat de l'exercice (+/-)		2 318 172	2 449 182
Total du passif		206 335 024	218 046 248

Engagements hors-bilan	Note 8	2 024	2 023
Engagements donnés :			
Engagements de financement		25 046 872	22 265 960
Engagements de garantie		33 832 137	18 924 011
Engagements sur titres		0	0
Engagements hors bilan :	Note 8	2 024	2 023
Engagements reçus			
Engagements de financement		5 952 463	5 408 589
Engagements de garantie		27 200 256	36 231 083
Engagements sur titres			

II. — Compte de résultat publiable au 31 décembre 2024 et 31 décembre 2023.

(En milliers de XPF.)

Modèle en liste	REF	Exercice2024	Exercice2023
+ Intérêts et produits assimilés	Note 9	6 949 967	6 188 129
Intérêts et charges assimilées	Note 9	-1 838 912	-1 067 102
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
+ Produits sur opérations de location simple			
Charges sur opérations de location simple			
+ Revenus des titres à revenu variable	Note 10	7 389	21 721
+ Commissions (produits)	Note 10	2 987 923	3 283 902
Commissions (charges)	Note 10	-901 973	-797 969
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	Note 10	382 576	411 495
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire	Note 11	331 741	216 576
Autres charges d'exploitation bancaire	Note 11	0	-153 982
PRODUIT NET BANCAIRE		7 918 711	8 102 770
Charges générales d'exploitation	Note 12	-3 981 906	-3 906 996
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	Note 16	-287 842	-372 876
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		3 648 963	3 822 898
+/- Coût du risque	Note 13	130 907	691 479
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		3 779 870	4 514 377
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	Note 16	-27 518	396
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		3 752 352	4 514 773
+/- Résultat exceptionnel	Note 14	0	-566 483
Impôt sur les bénéfices	Note 15	-1 428 119	-1 439 510
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	Note 13	-6 061	-59 598
RÉSULTAT NET		2 318 172	2 449 182

III. — Annexe aux comptes annuels de la banque de Polynésie

Exercice clos le 31 décembre 2024

Conformément à l'article 3 du Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la Banque de Polynésie publie ci-après son annexe aux comptes annuels relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2024.

L'objet de ce document est de fournir les informations d'importance significative permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine, de la situation comptable et financière de l'établissement, des risques assujettis qu'il assume et des résultats.

Les points abordés sont les suivants :

I. — Préambule : Présentation du cadre réglementaire et fiscal dans lequel s'exerce l'activité de la Banque de Polynésie.

II. — Note n° 1 — Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes annuels. Enumération des changements de méthode significatifs

III. — Notes annexes supplémentaires : Informations sur les comptes et méthodes de calculs utilisées :

Postes du bilan
Postes du Hors bilan
Postes du résultat

IV. — Autres informations

I. — Préambule : Cadre réglementaire et fiscal

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, appuyée au plan local par l'Institut d'Emission d'Outre-Mer, exerce son contrôle sur nos activités. Nous sommes tenus de présenter à ces organismes nos situations comptables périodiques.

Nous répondons aux critères de contrôle exclusif de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Cette appartenance à un groupe bancaire nous permet :

- de bénéficier d'une exonération de supervision prudentielle au niveau individuel sur le ratio de solvabilité, pour lequel nous remontons nos informations au Groupe qui est supervisé au niveau consolidé.
- de bénéficier d'une exemption de production des ratio de liquidité au niveau individuel du fait d'une intégration dans le sous-groupe de liquidité France du Groupe.
- de dépasser le plafond de 25% de fonds propres pour les grands risques en sachant que les engagements dépassant le plafond de 25% sont contre garantis par notre société mère.

Nous sommes soumis au dispositif de réserves obligatoire de l'IEOM. Les taux des réserves n'ont pas évolué en 2024. Ils sont de :

- 1 % pour les exigibilités à vue, à l'exception des comptes sur livret,
- 1 % pour les comptes sur livret,
- 1 % pour les autres exigibilités inférieures à 2 ans,
- 0 % sur les crédits clientèles non exonérés de réserves

Pour information, sur la base de nos données au 31/12/2024, nos réserves obligatoires devaient atteindre en moyenne mensuelle 1 644 M XPF contre 1 752 M XPF au 31 décembre 2023.

La Polynésie française est une collectivité outremer dotée d'une autonomie fiscale.

Nous sommes passibles :

- a) de l'impôt sur les sociétés au taux de 35% et, quand le bénéfice fiscal atteint ou dépasse 50 millions de XPF, d'une contribution supplémentaire calculée par tranches du bénéfice imposable et qui se monte à 15% au-delà de 400 M XPF.
- b) d'une taxe de 3% sur le Produit Net Bancaire.

Le report déficitaire est possible sur 5 ans.

Le transfert de dividendes est libre vers la Métropole, après déduction d'un impôt prélevé à la source (Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers : I.R.C.M., qui associé à une contribution de solidarité Territoriale se monte globalement à 15%).

En matière de provisions pour risques, celles affectées aux risques douteux sont fiscalement déductibles dans le respect des critères définis par le code des impôts polynésien tout comme la provision à caractère de réserve sur les encours à moyen et long terme. Cette dernière est plafonnée à 0,5% des engagements desdits concours et la dotation de l'exercice ne peut excéder 5% des bénéfices.

Depuis le 01/01/98, conformément à la délibération n° 97-24 de l'Assemblée de Polynésie Française du 11/02/97, une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a été instituée, fixant trois taux qui, pour 2024, ressortent à :

taux normal :	16% sur les biens
taux intermédiaire :	13% sur les prestations de services
taux réduit :	5% sur les produits alimentaires

Depuis le 01/09/98, la délibération n° 98-101 de l'Assemblée de Polynésie Française du 23/07/98 donne lieu à l'application d'une retenue à la source sur les revenus des non-résidents. Son taux était de 15% sur l'exercice 2024.

En conséquence de ces délibérations, les frais d'assistance technique facturés par le Groupe Société Générale, supportent la TVA, et la retenue à la source.

Il n'y a pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques (I.R.P.P.) en Polynésie Française. Par contre, depuis juillet 1993, les salariés sont redevables d'une Contribution de Solidarité Territoriale (C.S.T.) prélevée à la source.

Par ailleurs, un impôt sur le revenu des capitaux mobiliers est appliqué sur les intérêts servis sur les placements à échéance fixe (comptes à terme, bons de caisse, certificats de dépôts). Auquel s'ajoute une CST spécifique, l'imposition est la même depuis plusieurs années et se monte au global à 9%.

II.— Note n°1 – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes annuels

— **Généralités** : Les comptes sont présentés conformément aux principes instaurés par le règlement N° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les documents annuels publiables, bilan et résultat, sont établis sur deux exercices.

La durée de l'exercice est d'une année, du 1er janvier au 31 décembre.

Le bilan est établi selon le modèle type, présenté avant l'affectation du résultat.

Le passif fait apparaître le sous-total correspondant aux capitaux propres.

La Banque de Polynésie est détenue majoritairement par le Groupe SOCIETE GENERALE. Ses comptes sont consolidés par intégration globale dans les comptes du Groupe.

Les postes de l'actif sont présentés en valeur nette. Ainsi les montants des amortissements ou les dépréciations n'apparaissent pas distinctement. Ils sont déduits des montants correspondants figurant à l'actif.

Les intérêts courus ou échus, à recevoir ou à payer, sont regroupés, pour leur présentation au bilan, avec les postes d'actif ou de passif pour lesquels ces intérêts ont été acquis ou dus.

Risque de Crédit

— Définitions utilisées :

Encours sains : Encours dont le dossier n'a pas fait l'objet d'un passage au service Contentieux ou précontentieux et qui ne présente pas d'incident, ou pas d'impayés suffisamment anciens pour justifier un déclassement en Créances Douteuses.

Encours Restructurés : Créances dont les caractéristiques initiales sont modifiées du fait de difficultés rencontrées par le débiteur, lui permettant ainsi de reprendre des remboursements réguliers. Ces créances sont déclassées en douteux dès le premier impayé.

Encours Douteux : Encours avec au moins un impayé de plus de trois mois pour tous les types de prêts.

Encours douteux Compromis : Encours dénoncé ou en cours de dénonciation, géré au niveau du service Contentieux avec une cotation spécifique.

— **Segmentation des encours** : Les encours sont segmentés par attributs clientèles réglementaires, mais également par marchés (Particuliers/Entreprises).

Nous utilisons au niveau des entreprises le système de notation externe de l'IEOM dans le cadre de l'éligibilité ou non au système de réescompte et par rapport à la soumission ou non aux réserves obligatoires.

Un système de notation interne est également utilisé pour affiner la gestion de nos encours sur la clientèle.

— **Règles relatives aux créances douteuses** : Le déclassement en créances douteuses relève principalement d'un traitement automatique intégré à notre système d'information.

Sont des créances douteuses :

- les dossiers qui ont été transmis à notre service contentieux et qui sont gérés par lui ;
- les dossiers identifiés comme douteux précontentieux ;
- les dossiers non compris dans les deux premières catégories qui sont identifiés en fonction de leurs impayés et qui conformément à la réglementation nécessitent un déclassement.

Le traitement de la contagion, notamment sur les comptes ordinaires débiteurs, relève également d'un module spécifique de notre système d'information.

Des contrôles de cohérence sont effectués régulièrement pour corriger les éventuelles anomalies pouvant survenir (inadéquation entre la note interne du client et la classification de ses encours).

Les intérêts cessent d'être comptabilisés sur les dossiers gérés par le Contentieux. Ce sont ces dossiers qui constituent nos encours douteux compromis.

Notre établissement effectue un provisionnement d'engagements sur base individuelle suite à l'analyse de chaque dossier pour la clientèle dite « Non Retail » ou pour la clientèle « Retail » quand les engagements dépassent 59MXPF.

Les crédits à l'habitat, faisant l'objet d'un classement en douteux, représentent un volume d'opération relativement faible en nombre ; depuis 2019, ils sont également tous gérés sur base individuelle.

Une provision sur base statistique est appliquée sur les encours douteux relevant de la clientèle « Retail », quand les engagements sont inférieurs à 59MXPF. Le provisionnement au moment du défaut s'effectue en fonction des taux historiques de pertes observés sur des groupes homogènes de crédit. Des profils de recouvrement sont aussi établis par groupe homogène, définissant les taux de récupération attendus dans le temps, en fonction du nombre de mois de défaut. Les écarts à ces profils standards font l'objet de reprise ou de compléments de provision.

Le calcul de l'effet d'actualisation fait, pour sa part, l'objet d'un calcul par agrégats.

Les créances douteuses comprennent les créances en francs pacifiques (XPF) et, éventuellement, en devises. Par créances douteuses, il faut entendre les créances de toutes natures, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois (pour tous les types de crédits), ou encore présentant un caractère contentieux.

En application de l'article 13 du règlement 2002-03 nous avons procédé à un changement de méthode en 2005 en intégrant à nos dépréciations un effet d'actualisation des flux futurs (cf. Art. 2231-2 du règlement 2014-07 de l'ANC)

Le montant de dépréciation complémentaire est calculé à partir d'un outil développé à l'époque au niveau de la Banque de détail et de financement spécialisés Internationaux (IBFS) au sein du Groupe Société Générale.

— **Conversion des comptes en devises** : Les créances et dettes en devises sont présentées en monnaie locale (XPF). Les cours utilisés pour leur conversion sont les derniers cours cotés connus lors de l'établissement de l'arrêté comptable annuel.

— **Provision pour épargne logement** : En application du règlement 2007-01 du Comité de la réglementation comptable, La Banque de Polynésie a comptabilisé pour la première fois en 2008 une provision relative aux opérations d'épargne logement. La provision a été calculée à l'aide d'un outil élaboré par le Groupe Société Générale et utilisé pour son réseau en métropole.

Au 31/12/2024, la provision se monte à 31,5 M XPF contre 36,7 M XPF au 31/12/2023. Un tableau récapitulatif sur les évolutions de la provision est présent à la fin de ce document au niveau de la rubrique autres informations.

Pour plus de détail sur le calcul de la provision, il est possible de se référer à la partie Epargne Logement de la note 2.6.3.1 du document d'enregistrement universel 2025 de la Société Générale.

— **Swap de taux** : La Banque de Polynésie disposait, au 31/12/2024, de trois contrats de swap de taux en cours de validité dans le cadre de la micro couverture d'opérations de crédit.

Le nominal du contrat le plus ancien se monte à 130,7 M XPF au 31/12/2024 contre 149,57 M XPF fin 2023. Un nouveau contrat était conclu à la clôture pour un nominal de 265 M XPF. Un troisième était en cours de confirmation pour couvrir une opération de crédit avec un déblocage début 2025.

— **Titres de participations** : Les titres de participations regroupent l'ensemble de nos participations dans des sociétés de la place, comptabilisées à leur valeur d'achat, ainsi que les apports en comptes courants d'associés qui y sont rattachés.

— **Actif immobilisé** : Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon leur durée d'utilité et selon une méthode linéaire, aux principaux taux suivants :

• Terrains (d'exploitation et hors exploitation)	0 % l'an
• Immeubles (d'exploitation et hors exploitation)	entre 2,5 et 5 % l'an
• Installations	20 % l'an
• Matériel et mobilier (banque et personnel)	20 % l'an
• Matériel informatique :	
gros matériel	20 % l'an
petit matériel	33 % l'an
• Véhicules	33 % l'an

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisation incorporelles et corporelles ».

— **Investissements en défiscalisation** : Notre Etablissement peut participer à des opérations profitant d'Incitations fiscales à l'investissement décrites dans le Code des Investissements polynésien. Au niveau du compte de résultat et du bilan, leur impact transparaît comme suit :

(1) la part de crédit d'impôt destinée à être rétrocédée au promoteur immobilier par le biais d'un abandon de créance, fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle venant en déduction de l'apport effectué. (2) Le reliquat de crédit d'impôt est posté sur un compte de Produit Constaté d'avance en attendant la finalisation du projet d'investissement. (3) dans le cas où un crédit d'impôt serait reporté sur l'exercice suivant, la dotation aux dépréciations ou l'abandon de créance est neutralisée par une Charge constatée d'avance qui sera reprise lors de l'utilisation effective du crédit d'impôt, légèrement décalé dans le temps. Le crédit d'impôt peut être reporté sur les cinq exercices suivants celui de la réalisation de l'investissement.

Spécificité 2024 : La Banque de Polynésie avait à l'ouverture de l'exercice un stock de crédit d'impôt non utilisé à hauteur de 150,5 M XPF. Il a été utilisé sur l'exercice ainsi que les crédits d'impôt générés par des participations dans trois projets en 2025. Il y a eu deux dénouements d'opération en 2024 pour un impact en résultat net de 143,7 M XPF. La Banque de Polynésie avait constaté en 2023 le profit sur une opération concernant un navire de transport de passager. Du fait de la mise en redressement du promoteur du projet en 2024. La quote part de crédit d'impôt (17,5 M XPF) a été, en 2024, repositionnée en produit perçu d'avance en attente de clarification sur la bonne fin de cette défiscalisation.

— **Provisions générales** : Notre établissement maintient une provision à caractère de réserve pour risques sur les encours de crédits à moyens et long terme avec une dotation annuelle inférieure ou égale à 5% du bénéfice comptable pour maintenir un encours global ne pouvant excéder 0,5% de l'encours des crédits sains à moyen et long terme. Cette provision a progressé en 2024 du fait d'une hausse des encours ; elle se monte à 568M XPF contre 562M XPF fin 2023.

Pour information, en 2019 la provision pour FRBG qui figurait dans les comptes à l'ouverture de l'exercice a été intégralement reprise. Dans le même temps, en complément de la provision sur encours à moyen et long terme cité ci-dessus, la Banque de Polynésie a constitué au passif des provisions pour arriver à un montant équivalent aux provisions remontées au Groupe en Consolidation dans le cadre du respect de la norme IFRS9.

En 2022 le calcul de ces provisions permettait des reprises qui ont été neutralisées par la création d'une provision complémentaire (overlay) de 746 M sur les entreprises. Cet overlay a été repris intégralement en 2023 et était remplacé par une provision sectorielle de 235 M XPF. Du fait de l'évolution 2024 des dossiers concernés La provision sectorielle a été reprise en 2024.

Pour ces provisions logées au passif dans nos comptes sociaux, la Banque de Polynésie (BDP) reprend globalement les normes de calcul utilisées pour sa consolidation au sein du Groupe Société générale.

Les encours sains sont étudiés selon une segmentation du risque :

- Bucket 1 (B1) ou Stage 1 (S1) pour regrouper les encours sans impayés ou avec un impayé entre 0 et 29 jours ;
- Bucket 2 (B2) ou Stage 2 (S2) pour les encours classés sensibles par l'entité et/ou avec au moins un impayé entre 30 et 90 jours. Un dépassement de ligne de découvert est ici assimilé à un impayé. La notion de sensible peut s'interpréter comme une notion de mise sous surveillance ; elle représente une situation de dégradation du risque à travers la présence d'un impayé ou selon d'autres critères comme par exemple une forte amplitude entre deux notations internes, un non-renouvellement de notation interne dans les délais fixés pour le Non Retail.

Les provisions sont calculées de la manière suivante : $Provision = EAD \times PD \times LGD$
Où : EAD = Exposure At Default (exposition au défaut). Pour le hors bilan un coefficient peut être utilisé, pour convertir l'encours hors bilan en équivalent bilan (Crédit Conversion Factor ou CCF).

PD = Probabilité de défaut à 1 an pour les encours B1 et à maturité pour les encours B2

LGD = Loss Given Default (Perte en cas de défaut).

Les paramètres de PD et LGD sont calculés pour les expositions B1 et B2 pour chacun des segments clientèle Retail et Non Retail. Ils sont influencés par :

- La structure du portefeuille : produit, marché,...
- Le risque du portefeuille (type de clientèle)
- La qualité du recouvrement
- Les profondeurs d'historiques et la qualité des données utilisées pour les analyses de la fonction Risques.

A partir de 2021, Banque de Polynésie a intégré dans ces taux de provisionnement une composante « forward looking ».

— **Engagements envers le personnel** : Nos engagements envers le personnel concernant le versement lors du départ à la retraite d'une indemnité de fin de carrière, font l'objet d'un contrat auprès d'une compagnie d'assurance de la place. L'engagement à fin 2024 était estimé par cette compagnie à 136,3 M XPF. Le montant du fonds collectif était au 31/12/2024 estimé à 180,8 M XPF. Il n'y a pas eu de nouvelle prime de provisionnée dans les comptes 2024.

Pour cette mise à jour notre partenaire a basé son analyse sur :

- Un taux d'actualisation à 3,3%
- Une hypothèse de rendement de fonds de 2,20%
- Un taux d'évolution des salaires de 1,9%
- Un âge de départ à la retraite de 62 ans
- Des taux de turn over selon les tranches ci-dessous.

Age	Taux de turnover
0 – 24	12,00%
25 – 29	10,00%
30 – 34	8,00%
35 – 39	6,00%
40 – 44	4,00%
45 – 49	2,00%
50 - 999	0,00%

— **Transactions avec les parties liées** : La Banque de Polynésie ne dispose pas au 31 décembre 2024 d'engagements envers ses dirigeants effectifs, les membres de l'organe de surveillance et les actionnaires principaux. Le Directeur Général, ainsi que les Directeurs Généraux Délégués ne disposent pas d'engagement dans les livres de la BDP.

— **Hors Bilan** : Le hors-bilan présente successivement les engagements donnés puis les engagements reçus, en distinguant pour chacune de ces catégories :

- les engagements de financement,
- les engagements de garantie,
- les engagements sur titres.

— **Compte de résultat** : Le compte de résultat publiable est un document de synthèse, commun à l'ensemble des établissements assujettis.

Les commissions regroupent plusieurs typologies de produits et notamment les commissions sur moyens de paiement (cotisation carte, produits packagés, tenue de compte), les commissions sur mouvement de fonds, les commissions sur différents produits financiers.

Nos frais généraux intègrent notamment des honoraires de commissariat aux comptes qui se montent en 2024 à 23 786 000 XPF HT au titre de l'audit légal et à 3 968 000 XPF HT au titre d'une mission complémentaire sur la migration comptable intervenue sur l'exercice.

— CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE ET DE PRESENTATION DES COMPTES SUR L'EXERCICE 2024 :

Il n'y a pas de changement de méthode appliqué sur l'exercice 2024 au niveau des méthodes comptables utilisées à la Banque de Polynésie.

La présentation des comptes a été affectée par la réalisation d'un projet informatique de convergence de paramétrage de la Banque de Polynésie vers celui de sa consœur du Groupe Société Générale en Nouvelle Calédonie, la SGNC, tout en restant sur la même version du progiciel bancaire.

Ce projet qui intégrait le fait d'adopter le plan de compte de la SGNC a généré des reclassements de certains comptes sur la partie résultat entre les frais généraux et le PNB pour environ 107 M XPF ; une disparition de la partie résultat exceptionnel et des reclassements de certains encours au niveau du Bilan.

Sur la partie PNB les charges précédemment logées en frais généraux qui ont été reclassées concernent pour l'essentiel :

- des charges de traitement des chèques de la clientèle pour 11,3 M XPF
- des charges de comptage de fonds par notre prestataire ainsi que de gestion de nos DAB pour 85 M XPF.
- des charges relatives au système de compensation et à la transmission de SMS à la clientèle pour 7,3 M XPF.

Sur la partie du bilan, les modifications de classement effectués concernent par exemple :

- les opérations en cours sur les DAB et sur les coffre tire lire, précédemment logées en compte de régularisation et remontées au niveau de la classe 1
- les valeurs à présenter en compensation précédemment logées en compte de régularisation et également reclassées en classe 1
- Les titres de participation ventilés entre participations et parts dans les entreprises liées.

— Eléments significatifs intervenus sur l'exercice :

- Les taux du marché interbancaire de la zone EURO ont diminué sur l'exercice pour passer de 4% au S1 2024 à 3% fin 2024.
- Cette situation de taux a impacté la formation de la marge d'intérêt de la Banque de Polynésie.
- Les dispositifs mis en place dans le cadre de la crise covid (PGE) ont impacté le bilan de la BDP. Ces encours, distribués par la Banque de Polynésie sont à taux variable indexés sur l'Euribor 3 mois. Une possibilité a été ouverte à la clientèle pour convertir le taux de ces crédits à taux fixe ou poursuivre sur le plan d'amortissement d'origine.
- Tout en restant sur la même version de son Core banking system, la Banque de Polynésie a effectué, en 2024, une migration informatique vers le même paramétrage que celui utilisé par sa consœur en Nouvelle Calédonie la SGNC.
- Le Coût Net du Risque est créditeur sur l'exercice.

— Eléments significatifs post clôture l'exercice : Pas d'éléments significatifs détectés.

— Informations sur les postes du bilan, du hors bilan et du compte de résultat

1. Postes du bilan

a) Opérations sur les établissements de crédits – Note 2

– Ventilation des créances et des dettes avec les établissements financiers - Exercice 2024

CLIENTELE FINANCIERE (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Créances sur les institutions financières			
Caisses	2 150 519	1 669 058	+ 28,85%
IEOM, CCP	7 026 433	8 153 828	- 13,83%
Caisse, banque centrale, ccp	9 176 952	9 822 886	- 6,58%
Créances à vue	18 957 631	24 660 877	- 23,13%
Créances à terme	38 607 272	38 232 169	+ 0,98%
Créances rattachées	380 801	376 251	+ 1,21%
Créances sur ETS de crédit	57 945 704	63 269 297	- 8,41%
Passif / banque centrale, IEOM	0	0	
Dettes envers les institutions financières			
Dettes à vue	14 560 643	1 063 941	+ 1268,56%
Dettes à terme	36 641	10 784 062	- 99,66%
Dettes rattachées	356 445	141 318	+ 152,23%
Dettes sur ETS de crédit	14 953 729	11 989 321	+ 24,73%

– Durée restant à courir sur la clientèle financière - Exercice 2024

CLIENTELE FINANCIERE (en milliers de XPF)	D < ou = 3 mois	3 mois < D < ou = 1 an	1 an < D < ou = 5 ans	D > 5 ans	Total
Créances sur Institutions financières	44 381 145	7 201 918	6 343 054	19 587	57 945 704
Mobilisable à l'IEOM	0	0	0	0	0
Non mobilisable à l'IEOM	44 381 145	7 201 918	6 343 054	19 587	57 945 704
Dettes sur Institutions financières (emprunts et valeurs donnée en pension)	14 918 554	4 397	23 450	7 328	14 953 729

b) Opérations avec la clientèle non financière – Note 3

– Ventilations des opérations avec la clientèle non financière - Exercice 2024

CLIENTELE NON FINANCIERE (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Creances commerciales	3 605 164	4 796 892	-24,84%
Autres concours à la clientèle	119 605 125	123 432 430	-3,10%
Comptes ordinaires débiteurs	10 670 412	10 448 065	2,13%
CREANCES DOUTEUSES et VNI (2024)	3 554 955	3 092 733	14,95%
Depreciations de creances douteuses	-2 540 590	-2 359 694	7,67%
Creances rattachées	308 725	414 365	-25,49%
Creances sur la clientèle	135 203 791	139 824 791	-3,30%
Comptes d'épargne, cel	31 919 021	36 236 602	-11,91%
Pel	10 818 323	11 182 603	-3,26%
Dettes à vue	106 297 814	116 266 585	-8,57%
Dettes à terme			
DAT	26 252 129	24 653 677	6,48%
Dettes rattachées / clientèle	259 033	584 181	-55,66%
Dettes envers la clientèle	175 546 320	188 923 648	-7,08%
BDC	0	0	
TCN - Certificats de dépôts	0	0	
Dettes rattachées	0	0	
Dettes représentées par un titre	0		

– Durée restant à courir clientèle non financière - Exercice 2024

CLIENTELE NON FINANCIERE (en milliers de XPF)	D < ou = 3 mois	3 mois < D < ou = 1 an	1 an < D < ou = 5 ans	D > 5 ans	Total
Créances amortissables sur la clientèle	6 995 186	16 772 925	48 835 452	50 606 724	123 210 288
Mobilisables à l'IEOM	850 117	2 314 793	3 763 120	189 329	7 117 359
Non-mobilisables à l'IEOM	6 145 069	14 458 132	45 072 333	50 417 396	116 092 929
Dettes sur la clientèle	25 944 973	9 253 909	1 079 579	791 991	37 070 452
Plans d'épargne logement	8 278 493	671 035	1 076 804	791 991	10 818 323
Dépôts à Terme	17 666 480	8 582 874	2 775	0	26 252 129
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
Bons de Caisse	0	0	0	0	0
TCN - Certificats de dépôt	0	0	0	0	0

– Décomposition de l'encours clientèle au 31/12/2024

Détails des encours sur la clientèle par type de crédit et par marché avec distinction des créances douteuses et des créances douteuses compromises.

(en milliers de XPF)	Total	Entreprises	Particuliers	Autres
Créances commerciales	3 605 164	3 605 164		
Crédits de trésorerie	34 833 631	18 446 991	14 614 299	1 772 341
Dont : - Ventes à tempérament				
Dont : - Utilisation d'ouverture de crédits permanents	0	0	0	0
Dont : - autres	34 833 631	18 446 991	14 614 299	1 772 341
Crédits à l'équipement	37 189 695	28 141 180		9 048 515
Crédits à l'habitat	47 581 797	6 618 557	39 829 705	1 133 535
Autres crédits	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	10 670 413	10 454 477	215 546	390
Valeurs non imputées	96 756	0	96 756	0
Créances rattachées (*)	308 725	226 176	82 549	
Total créances saines	134 286 181	67 492 545	54 838 855	11 954 781
<i>Dont créances restructurées</i>	<i>381 046</i>	<i>32 192</i>	<i>348 854</i>	
Total Créances douteuses	3 458 199	2 613 649	834 347	10 203
<i>Dont Créances douteuses Compromises</i>	<i>0</i>			
Total emplois bruts	137 744 380	70 106 194	55 673 202	11 964 984
Provisions	2 540 590	1 966 766	563 340	10 484
Total créances nettes	135 203 790	68 139 428	55 109 863	11 954 500
% Provisions / total créances douteuses	73%	75%	68%	103%
% Provisions / total emplois bruts	2%	3%	1%	0%
% Total Créances douteuses / Total Emplois Bruts	3%	4%	1%	0%

(*) montant ventiler entre Entreprises et Particuliers en fonction des typologies de crédits concernées

— Ventilation des dettes et créances rattachées - Exercice 2024

Ventilation des dettes et des créances rattachées (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Créances commerciales	0	0	
Autres concours à la clientèle	308 725	345 202	-10,57%
Comptes ordinaires débiteurs	0	69 163	-100,00%
Créances rattachées	308 725	414 365	-25,49%
Comptes d'épargne, CEL	0	48 358	-100,00%
PEL	0	264 041	-100,00%
Dettes à vu	0	67	-100,00%
Dettes à terme			
DAT	259 033	271 715	-4,67%
Dettes envers la clientèle	259 033	584 181	-55,66%
BDC	0	0	
TCN - Certificats de dépôts	0	0	
Dettes représentées par un titre	0	0	

c) Titres de participation en 2024 - note 4

	Capital	Nb total d'actions	Nombre d'actions détenu	Quote part de capital détenu	Valeur comptable des titres		Avance en comptes courant	Dépréciations	Chiffre d'affaire en k XPF	Résultat en k XPF	Observations
					Brute	Après écart de réévaluation					
SAS SOGELEASE BDP	340 000 000	34 000	34 000	100,0%	340 000 000	340 000 000			64 107	6 267	31/12/2023
SA AIR TAHITI	2 760 000 000	34 500	690	2,0%	21 450 000	21 450 000			17 318 840	-2 259 518	31/12/2023
SA E.D.T.	5 406 094 500	886 245	2 162	0,2%	23 445 216	23 445 216			21 496 655	772 223	31/12/2023
SOGEFOM	131 503 580	6 976	524	7,5%	9 527 272	9 527 272			316 826	2 983	31/12/2023
Soldep	1 500 000 000	750 000	2 500	0,3%	5 000 000	5 000 000			nc	nc	
Visa INC (données en contre valeur XPF)	nc	836 869 604	935	0,0%	5 629 426	4 332 032			nc	nc	
I2I pf (2)	5 000 000	1 000	370	37,0%	72 668 629	72 668 629		-47 801 786	172 762	54 863	31/03/2024
Titres détenus sur défiscalisation											
SCP FINANCIERE BEACHCOMBER	500	500	1	0,2%	1 000	1 000					
SFHP	200 000	160	1	0,6%	1 250	1 250					
SC ARANUI 6	800 000	800	1	0,1%	1 000	1 000					
SFHP II	200 000	200	1	0,5%	1 000	1 000					
SC TIARE INV 1 / APATOA	200 000	1 000	1	0,1%	200	200					
SA SDGPL	300 000 000	12 000	1	0,0%	25 000	25 000					
SC TNP FINANCEMENT	250 000	25	1	4,0%	10 000	10 000					
SEBM	10 204 000	10 204	1	0,0%	1 000	1 000					
SC TIARE 102 / MANA ITO	200 000	1 000	1	0,1%	200	200					
SC AIR TAHITI INVEST	200 000	1 000	1	0,1%	200	200					
SC TUHAA PAE FI	200 000	400	1	0,3%	500	500					
Avance en comptes courant défiscalisation							1 331 250 000	-1 331 250 000			
Certificat d'association et d'associés au Fonds de garantie des dépôts (1)					204 579 355	204 579 355					
Total			41 192		682 341 248	681 043 854	1 331 250 000	-1 379 051 786			
					(a)+(b)+(c)		633 242 068				

(a)

(b)

(c)

'1) Comptabilisé en immobilisation incorporelle jusqu'en 2006

'2) Sur I2F PF 26.1 M XPF de compte courant d'associé en débiteurs divers au 31/12/2024

d) Immobilisations – note 16 - (Voir les tableaux récapitulatifs en fin de document)

e) Dépréciations constituées en couverture d'un risque de contrepartie

VARIATIONS DES STOCKS DE DEPRECIATIONS (en milliers de XPF)	Stock de Dépréciations début 2024	Flux de dépréciations 2024			Stock de Dépréciations fin 2024
		Dotations	Reprises	Applications	
Dépréciations / risques clientèle	2 359 694	866 013	636 879	48 239	2 540 590
Dépréciation de titres	47 802	0	0	0	47 802
DEPRECIATIONS SUR CPT de Régularisation	7 133	0	0	0	7 133
DEPRECIATIONS SUR Actifs en stock	0	0	0	0	0

f) Provisions au Passif et FRBG – note 5

VARIATIONS DES STOCKS DE DEPRECIATIONS (en milliers de XPF)	Stock de provision début 2024	Flux de dépréciations 2024			Stock de provisions fin 2024
		Dotations	Reprises	Applications	
Provisions inscrites au passif	1 919 198	362 190	731 862	0	1 549 525
Provisions à caractère de réserves	561 844	6 061	0	0	567 905
Autres Provisions au Passif	1 357 354	356 129	731 862	0	981 621
Provisions complémentaires EQUIV. Bucket1 IFRS9	-42 256	15 953	21 865	0	-48 168
Provisions complémentaires EQUIV. Bucket2 IFRS9	1 135 643	301 136	615 772	0	821 008
Provision sur engagement par signature	41 333	6 110	19 747	0	27 696
Provision pour charges et litiges	185 956	29 584	65 958	0	149 583
Provision pour épargne logement	36 679	3 344	8 521	0	31 502
FRBG	0	0	0	0	0

– Détail sur les opérations d'épargne logement :

(en milliers de XPF)	Total	PEL < 4 ans	PEL 4 à 10 ans	PEL > 10 ans
Encours PEL	10 818 323	1 153 959	3 215 588	6 448 776
Provision PEL	11 925	2 443	8 100	1 382
Encours CEL	477 891			
Provision CEL	19 577			
Encours de crédit relatif aux PEL et CEL	0			
Provision sur prêts émis	0			

g) Capitaux propres et assimilés – note 6

– Répartition des fonds propres en 2024 et en 2023 hors impact résultat

REPARTITION DES FONDS PROPRES (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Capital	1 380 000	1 380 000	0,00%
Primes d'émission	1 347 273	1 347 273	0,00%
Reserve legale	138 000	138 000	0,00%
Autres reserves	2 675 000	2 675 000	0,00%
Report à nouveau	4 080 618	3 673 836	11,07%
Total des fonds propres	9 620 891	9 214 109	4,41%

Le capital se compose de 552 000 actions ayant chacune une valeur nominale de 2 500XPF

Rappel de la répartition du résultat de l'exercice 2023
Proposition d'affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024

Il est proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires de valider la distribution d'un dividende au titre de 2024 tenant compte de la progression des encours et de la nécessité de renforcer le niveau global des fonds propres. Ainsi, il vous est proposé d'affecter le résultat de l'exercice 2024 de la manière suivante:

Propositions de repartition	2023/2022 %	31/12/2023	2024/2023 %	31/12/2024
Résultat net de l'exercice		2 449 181 517		2 318 171 558
Report a nouveau des exercices precedents	20%	3 673 836 222	11%	4 080 617 739
Impact changement de méthode		0		0
Montant a soumettre a l'assemblee des actionnaires	43%	6 123 017 739	5%	6 398 789 297
Reserve legale (5% des benefices)		0		0
Dividende	230%	2 042 400 000	-24%	1 545 600 000
Reserve		0		0
Report a nouveau	11%	4 080 617 739	-19%	4 853 189 297
Total de la repartition	43%	6 123 017 739	5%	6 398 789 297

h) Autres postes du Bilan – note 7

Détail des comptes de régularisation

COMPTES DE REGULARISATION (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Debiteurs divers	236 709	352 690	-32,88%
Actifs divers	725	0	
Creances douteuses nettes	0	0	
Debiteurs divers	237 434	352 690	-32,68%
Valeurs recues a l'encaissement	-27 321	680 373	-104,02%
Valeurs a rejeter	259	0	
Charges constatees d'avance	5 368	161 270	-96,67%
Produits a recevoir	73 566	85 092	-13,55%
Charges a repartir	0	0	
Autres	55 115	-196 602	71,97%
Comptes de regularisation actif	106 987	1 123 337	-90,48%
Dette sur titre emprunte	0	0	
Autres crediteurs divers	1 063 505	1 119 947	-5,04%
Crediteurs divers	1 063 505	1 119 947	-5,04%
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	0	1 126 632	-100,00%
Produits constates d'avance	409 215	420 761	-2,74%
Charges a payer	796 416	861 595	-7,56%
Autres	77 251	21 855	253,47%
Comptes de regularisation passif	1 282 882	2 430 843	-47,22%

2. Postes du hors bilan – note 8

Détail des engagements

Engagement hors bilan (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Engagements de financement			
En faveur d'ets de credit	0	0	
En faveur de la clientele (1)	25 046 871	22 265 960	12,49%
Engagements donnes	25 046 871	22 265 960	12,49%
Recus d'ets de credit (2)	5 952 463	5 408 589	
Recus de la clientele			
Engagements recus	5 952 463	5 408 589	

Engagement hors bilan (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Engagements de garantie			
D'ordre d'ets de credit	23 646 069	0	
D'ordre de la clientele	10 077 947	18 841 242	-46,51%
Engagements donnes	33 724 016	18 841 242	78,99%
Recus d'ets de credit (3)	22 220 105	27 165 263	-18,20%
Recus de la clientele (4)	4 980 151	9 065 820	
Engagements recus	27 200 256	36 231 083	-24,93%
Autres engagements donnes	0	0	
Engagements douteux	54 061	82 769	-34,68%
Autres engagements donnes	54 061	82 769	-34,68%
(1) dont autorisation de découvert non utilisée	18 751 634	21 197 410	
(2) dont Ligne Stand By / Société Générale	0	0	
(3) dont Garantie Groupe SG sur les Grands Risques (*)	18 379 660	18 769 391	
(*) Les encours pondérés d'un même Groupe dépassant 10% de nos fonds propres. Constituent au vu de la réglementation un grand risque. Ces grands risques ne peuvent dépasser le plafond de 25% de nos fonds propres. Notre appartenance au groupe société générale. Nous permet de déroger à cette règle mais nous bénéficions dans ce cas, D'une garantie du Groupe qui vient couvrir les engagements dépassant le plafond autorisé			

– Détail des opérations sur instruments financiers

Engagements sur instruments financiers (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Opération de gré à gré			
Swap de taux d'intérêts en micro couverture	395 665	149 566	
Opération de change à terme			
Devises a recevoir	1 003 760	755 715	32,82%
Devises a livrer	1 016 666	755 715	34,53%
XPF a recevoir	1 016 666	755 715	34,53%
XPF a livrer	0	0	
Euro a recevoir	0	0	
Euro a livrer	1 003 760	755 715	32,82%

3. Postes du compte de résultat

a) Ventilation des intérêts – note 9

Intérêts (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Intérêts sur établissements financiers			
Produits	2 360 343	1 827 785	29,14%
Charges	-460 310	-193 369	138,05%
Intérêts nets EC	1 900 033	1 634 416	16,25%
Intérêts sur la clientèle			
Produits	4 589 624	4 360 344	5,26%
Charges	-1 378 602	-873 733	57,78%
Intérêts nets clientèle	3 211 022	3 486 611	-7,90%

b) Ventilation des commissions – note 10

PRODUITS DE COMMISSIONS (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Sur opérations avec la clientèle	11 066	506 984	-97,82%
Sur opérations de change	0	17 428	-100,00%
Sur opérations sur titres	0	189 360	-100,00%
Sur moyens de paiement	0	1 111 433	-100,00%
Sur autres prestations de services	2 976 857	1 458 697	104,08%
Produits de commissions	2 987 923	3 283 902	-9,01%
Revenus des titres			
Dividendes reçus de nos participations	7 389	21 721	-65,98%
Total revenus des titres	7 389	21 721	-65,98%
Operations de portefeuille			
Gains de Change	382 576	411 495	-7,03%
Charges sur instruments financier	0	0	
Net sur opérations de portefeuille	382 576	411 495	-7,03%

CHARGES DE COMMISSIONS (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Sur moyens de paiement	0	-611 060	-100,00%
Sur opérations de change	0	-12 495	-100,00%
Sur autres prestations de services	-901 973	-174 414	417,14%
Charges de commissions	-901 973	-797 969	13,03%

c) Ventilation des autres produits et charges d'exploitation bancaire- note 11

Autres produits d'exploitation bancaire (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Charges refacturées	26 369	125 533	-78,99%
Produit divers d'exploitation bancaire	305 372	76 043	301,58%
Charges refacturées dans le Groupe	0	15 000	-100,00%
Charges refacturées hors du Groupe	0	0	
Total Autres produits d'exploitation bancaire	331 741	216 576	53,18%

Autres charges d'exploitation bancaire (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Charges sur autres engagements reçus	0	-73 114	-100,00%
Quote-part des opérations faites en commun	0	-66 812	-100,00%
Autres charges diverses	0	-14 056	-100,00%
Total Autres charges d'exploitation bancaire	0	-153 982	-100,00%

d) Charges générales d'exploitation – note 12

Charges d'exploitation (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Salaires et traitements	1 706 450	1 711 492	-0,29%
Charges de retraite	271 848	268 627	1,20%
Autres charges sociales	325 740	291 324	11,81%
Charges de personnel	2 304 038	2 271 443	1,43%
Autres frais administratifs	1 677 868	1 635 553	2,59%
Charges générales d'exploitation	3 981 906	3 906 996	1,92%

e) Coût net des risques – note 13

– Stock de dépréciations et de provisions exercice 2024

Variations des stocks (en milliers de XPF)	Stock de Dépréciations début 2024	Flux de dépréciation 2024			Stock de dépréciations fin 2024	Write offs de l'exercice	Récupérat° s/créances amorties	Impact sur le résultat
		Dotations	Reprises	Applications				
Actif								
Depreciations / risques clientele	2 359 694	866 013	636 879	48 239	2 540 589	84 664	20 733	244 827
DEPRECIATIONS sur Immobilisation Financière	47 802	0	0	0	47 802	0	0	0
DEPRECIATIONS SUR CPT de Régularisation	7 133	0	0	0	7 133	0	0	0
DEPRECIATIONS SUR Actifs en stock	0	0	0	0	0	0	0	
Passif								
Provisions complémentaires equiv. Bucket1 IFRS9	-42 256	15 953	21 865	0	-48 168			-5 912
Provisions complémentaires equiv. Bucket2 IFRS9	1 135 643	301 136	615 772	0	821 008			-314 636
Provision sur épargne logement	36 679	3 344	8 521		31 502			-5 176
Provisions sur engagements par signatures	41 333	6 110	19 747		27 696			-13 636
Autres provisions pour risques et charg	185 956	29 584	65 958	0	149 582			-36 373
Coût Net du Risque (Dotation (+)/Reprise (-))								-130 907
Passif								
Provision a caractere de reserve	561 844	6 061	0	0	567 905			6 061
FRBG	0	0	0	0	0	0	0	0
Dotation(+)/Reprise (-) de FRBG et provision réglementée								6 061
Stock total	4 333 826	1 228 203	1 368 741	48 239	4 145 049	84 664	20 733	

f) Gains ou Pertes sur actifs immobilisés Cf : tableau des cessions d'immobilisation

g) Résultat exceptionnel :

Dans le cadre de la modification de la présentation des comptes suite à l'adoption du plan de compte de la SGNC, les comptes du résultat exceptionnel ne sont plus utilisés.

La partie concernant les opérations de défiscalisations, qui représentait l'essentiel du résultat exceptionnel, est constatée au niveau de la ligne impôt sur les bénéfices.

h) Impôt sur les bénéfices – note 15

IMPOTS SUR LES BENEFICES (en milliers de XPF)	2024	2023	Variation
Résultat avant impot (a)	3 746 291	3 888 692	-3,66%
Impôt sur les Sociétés (1) + contribution sup	-1 554 769	-2 034 482	
Impôt minimum forfaitaire	0	0	
Réduction d'impôt	400	400	
Crédit d'impôt	550 500	719 500	
Décalage du crédit d'impôt	-36 250	-124 928	
Dotation Dépréciation d'actif sur défiscalisation	-300 000		
Abandon de créances sur investissement en défiscalisation	-95 978		
Autre charge exceptionnelle sur défiscalisation	-88 000		
Reprise de dépréciation sur avance défiscalisation	95 978		
Autre produit exceptionnel défiscalisation	0		
Impots sur les benefices	-1 428 119	-1 439 510	-0,79%
Résultat net	2 318 172	2 449 182	-5%
<u>Détail du calcul de l'is</u>			
Résultat comptable avant IS (a)	3 746 291	3 888 692	
Charges non déductibles (2)	469 970	2 027 500	
Produits non imposables (2)	-1 061 722	-1 802 227	
Déficit antérieurs et ARD	0	0	
Résultat fiscal	3 154 539	4 113 965	
Impôt sur les sociétés (1)	-1 104 088	-1 439 888	
Contribution supplémentaire	-450 681	-594 595	
Impôt minimum forfaitaire	0	0	
Total IS	-1 554 769	-2 034 482	
<i>(1) taux d'imposition normal pour les banques : 35 % en 2023 et en 2024</i>			
<i>(2) En majorité relative à des dépréciations sur créances douteuses clientèles ou aux provisions collectives</i>			
<i>En 2024 : 321 M de reprise nette non déductible sur éq. IFRS9 B1 et B2</i>			
<i>En 2023 : 597 M de reprise nette non déductible sur éq. IFRS9 B1 et B2</i>			

III/ Autres informations

— **Investissements défiscalisants** : En 2024 la Banque de Polynésie est entrée dans 3 opérations de défiscalisation. Il y avait un stock de crédit d'impôt sur opérations antérieures à utiliser de 150,5 M XPF à l'ouverture de l'exercice. Plusieurs investissements ont été achevés sur l'exercice, générant un impact sur le résultat net 2024.

(en milliers de XPF)	BILAN : Avance en compte courant brute				Crédit d'impôt			Impact résultat net		
	2023	sorties 2024	sorties 2024	2024	Déjà utilisé	Utilisé 2024	A Utiliser	Antérieur	2024	A venir
Investissements antérieurs	5 978	0	-5 978	0	8 541	0	0	2 562	0	0
Investissements 2019	37 500	0	0	37 500	50 000	0	0	0	0	12 500
Investissements 2021	168 750	0	0	168 750		225 000	0	0	0	56 250
Investissements 2022	262 500	0	0	262 500	350 000	0	0	0	75 000	12 500
Investissements 2023	652 500	0	-90 000	562 500	719 500	150 500	0	0	-17 500	205 000
Investissements 2024	0	300 000	0	300 000	0	400 000	0	0	0	100 000
Totaux	1 127 228	300 000	-95 978	1 331 250	1 353 041	550 500	0	2 562	113 750	330 000

Immobilisations, amortissements, CESSIONS Exercice 2024 (en milliers de XPF) - Note 16

	Immobilisations				Amortissements				Immob. Nettes exercice fin 2024
	Valeurs d'acquisition début 2024	Acquisition de l'année	Cessions de l'année	Immob. Brutes Exercice Fin 2024	Amortis de l'année	Amotis. précédents	Diminution des amortis.	Total amortis. Exercice Fin 2024	
Terrains	529 372	0	0	529 372					529 372
D'exploitation	523 372	0	0	523 372					523 372
Hors-exploitation	6 000	0	0	6 000					6 000
Immeubles	2 452 117	0	0	2 452 117	74 917	1 146 310	0	1 221 227	1 230 890
D'exploitation	2 390 513	0	0	2 390 513	74 917	1 084 707	0	1 159 623	1 230 890
Hors-exploitation	61 603	0	0	61 603	0	61 603	0	61 603	0
Installations	2 079 342	199 944	122 669	2 156 616	129 874	1 668 222	84 951	1 713 145	443 471
Banque	1 949 888	196 477	61 369	2 084 996	128 937	1 549 812	33 051	1 645 698	439 298
Informatique	61 300	0	61 300	0	0	51 900	51 900	0	0
Personnel	68 153	3 466	0	71 620	937	66 509	0	67 447	4 173
Matériel et mobilier	1 348 528	70 069	12 387	1 406 210	76 098	1 122 664	12 387	1 186 375	219 835
De bureau	560 578	212	0	560 790	18 181	470 394	0	488 575	72 215
Informatique	772 091	69 857	12 387	829 562	57 407	638 350	12 387	683 370	146 192
Personnel	15 858	0	0	15 858	510	13 920	0	14 430	1 428
Véhicules	25 715	18 190	5 728	38 176	2 172	17 219	5 728	13 663	24 513
Droit au bail	80 444	0	0	80 444					80 444
Autre élément du FDC	0	0	0	0					
Frais d'étude	0	0	0	0	0	0	0	0	
Logiciels	827 617	143 587	206 441	764 762	61 390	668 150	124 678	604 861	159 902
Certificat d'association au système de garantie des dépôts	0	0	0	0	0				
Fonds commercial WBC	254 545			254 545					254 545
Immobilisat° en cours	144 462	316 485	370 815	90 133					90 133
Total	7 742 142	748 274	718 040	7 772 376	344 450	4 622 565	227 745	4 739 270	3 033 106

En complément de la VNC ci-dessus ; les immobilisations corporelles font l'objet d'une dépréciation de 2,192 M XPF.
Le total des immobilisations nettes est ainsi ramené à 3 030,9 M XPF

Cessions 2024	Valeur d'origine	Amortis. Antérieurs	Amortis. De l'exercice	Amortis. Globaux	Investis. Nets (VNC)	Prix de cession	Plus-values	Moins-values
Terrains	0	0	0	0	0	0	0	0
Immeubles	0	0	0	0	0	0	0	0
Installations	61 369	27 446	5 605	33 051	28 318	0	0	-28 318
Matériel et mobilier		0	0	0	0	0	0	0
Matériel informatique	12 387	12 387	0	12 387	0	0	0	0
Matériel de transport	5 728	5 728	0	5 728	0	800	800	0
Droit au bail	0	0	0	0	0			
Logiciel (*)	2 064 410	1 731 630	33 279	206 441	0	0	0	0
Frais de stage amortis	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	285 925	218 723	38 884	257 607	28 318	800	800	-28 318

(*) Les amortissements antérieurs intègrent une dépréciation d'immobilisation constatée en 2023

Evolution des effectifs de la banque de Polynésie

ETP par classification	2024	2024/2023 %	2023
Cadres détachés	4	67%	6
Cadres locaux	76,8	105%	72,8
Grades	175,3	98%	179,1
G IV	44	90%	49
G III	48,3	103%	47,1
G II	59	113%	52
G I	24	77%	31
Employés	0	0	
E V			
E IV			
E III			
E II			
E I			
Contrat à durée déterminée	10	67%	15
Apprentis	8	3	
Total	274,07	99%	275,9

Effectif en ETP par âge	31/12/2024		31/12/2023	
	Nombre d'agents	% s/effectif total	Nombre d'agents	% s/effectif total
20 ans et moins	3	1,1 %	0	
21 à 25 ans	13	4,7 %	11	4,0 %
26 à 30 ans	29,97	10,9 %	46	16,7 %
31 à 35 ans	49	17,9 %	38	13,8 %
36 à 40 ans	54	19,7 %	59	21,4 %
41 à 45 ans	37	13,5 %	36	13,0 %
46 à 50 ans	17	6,2 %	18	6,5 %
51 à 55 ans	30,8	11,2 %	30,4	11,0 %
56 à 59 ans	31,3	11,4 %	31,5	11,4 %
60 ans et plus	9	3,3 %	6	2,2 %
Total	274,07		275,9	

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'assemblée générale de la Banque de Polynésie

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>La Banque de Polynésie est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédit supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle.</p> <p>Ces dépréciations sont évaluées par le management de votre banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Par ailleurs, votre banque enregistre, dans ses comptes individuels, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit.</p> <p>Ces provisions sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par la Société Générale intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie du crédit, probabilité de défaut, taux de perte en cas de défaut, informations prospectives). Ces provisions pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par votre banque.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les provisions et dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, en particulier, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédit aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes de crédit attendues, que dans l'appréciation du niveau de dépréciation des encours de crédits douteux et douteux compromis.</p> <p>Le stock de dépréciations sur les encours de créances sur la clientèle s'élève à 2 540 M F CFP pour un encours brut de 137 144 M F CFP (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation individuelle à hauteur de 3 458 M F CFP) au 31 décembre 2024. La provision B2 sur l'exercice est égale à 821 M F CFP en 2024 contre 1 136 M F CFP en 2023).</p> <p>La provision B1 est à lire avec la provision réglementée pour risques clients à moyen et long terme pour un total de 520 M F CFP dont 568 M F CFP de provision réglementée (contre 520 M F CFP au total en 2023 dont 562 M F CFP de provision réglementée) Le coût du risque sur l'exercice 2024 est positif à hauteur de 131 M F CFP (contre un coût du risque positif de 691 M F CFP sur l'exercice 2023).</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 13 « Coût du risque » et « Décomposition de l'encours clientèle au 31/12/2024 » de l'annexe.</p>	<p>Provisionnement des encours de crédit non douteux présentant une détérioration significative du risque de crédit : Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">– Prendre connaissance des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles,– Nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant la surveillance du risque de crédit des créances non douteuses,– Apprécier le contrôle de la base des expositions utilisée pour déterminer le provisionnement des encours non douteux. <p>Dépréciation des encours de crédit douteux et douteux compromis : Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons, d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelles. Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants des provisions.</p> <p>Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe au titre du risque de crédit au 31 décembre 2024.</p> <p>Provision réglementée à caractère de réserve : Nos travaux ont consisté en la vérification de la correcte application de la méthode de calcul prévue par le code des impôts.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

PAPEETE, le 7 mai 2025

Pour la SARL KPMG :

Membre de KPMG International :

Simon CHAIZE

Associé

Pour la SCP CHANGUES-MENARD-ALBERTBOYER

Membre de BDO International Ltd

Nicolas MENARD

Associé

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public sur simple demande adressée à la Banque de Polynésie - BP 530 – 98713 Papeete – Tahiti.